

Édito

Basta l'austérité!



BAPOUSHOO

Le 9 avril s'annonçait comme une grande journée. Elle l'a été. Et peut-être bien au-delà de ce que certains militants

avaient envisagé. 120 000 manifestants à Paris, c'est le démenti cinglant à tous ceux qui prédisaient, voire espéraient, que les syndicats, et spécialement la CGT, ne parviennent pas à mobiliser. Pan sur le bec des oiseaux de mauvais augure! Cerise sur le gâteau, le soleil était lui aussi au rendez-vous. Il a donné des rougeurs à certains manifestants... Rouge comme les drapeaux des 120 000 militants, et comme les artères parisiennes où défilait le cortège. Rouge comme le cri, unanime, estampillé sur toutes les banderoles: «STOP austérité», également décliné sur un drapeau géant pour dire haut et fort «Soutien au peuple grec».

L'austérité ne fait décidément pas recette, ni ici, ni ailleurs. Elle produit partout les mêmes effets délétères et régressifs, entraîne les peuples dans la spirale de la crise sans fin, plonge des milliers de salariés dans les difficultés quotidiennes, et pour certains jusqu'au point de non-retour. Incontestablement, l'unité des contenus revendicatifs a été un facteur clé de la mobilisation. Elle doit être prolongée. La CGT s'y est engagée. La direction confédérale aura la responsabilité d'y travailler. Prochain rendez-vous le 1^{er} Mai, qui peut et qui doit être un deuxième temps fort d'expression revendicative, pour exiger d'augmenter les salaires, d'améliorer les services publics, de préserver notre système de protection sociale et de créer des emplois en répartissant et en utilisant plus efficacement les richesses créées par le travail. Après le 9 avril, on se sent plus fort. Et si on poussait un peu plus loin?

PASCAL JOLY

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'URIF-CGT



CITIZENSDÉJALLAL SEDDIKI

RLD blanchit l'argent public

MOBILISÉS DEPUIS TROIS MOIS pour la sauvegarde de l'emploi et de l'activité industrielle, les 72 salariés de la blanchisserie des Lilas (groupe RLD) affrontent une nouvelle épreuve.

Après celui de janvier, un nouveau plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) a été soumis aux élus du CCE de RLD le 2 avril, avant transmission pour homologation à la Direccte. «C'est une nouvelle version du même plan [voir la NVO de février 2015], mais aménagée à la marge pour passer les fourches caudines de la Direccte», indique, désabusé, Jean-Pierre Bloche (union locale CGT de Bagnolet). En effet, la bataille syndicale engagée fin janvier, qui dénon-

çait un PSE tout bonnement financé par de l'argent public – deux CICE¹ réussis, pour un montant de 4 millions d'euros en deux ans, pour un PSE chiffré à 3 millions d'euros! – avait fait mouche auprès de nombreux élus locaux interpellés par les salariés en grève. En campagne pour les élections départementales, les édiles de la Seine-Saint-Denis s'étaient scandalisés de cette affaire. Au point d'interpeller à leur tour les ministères du Travail et de l'Économie sur l'utilisation

Infolattes

Le 93 dit «stop» au CICE

Les syndicats CGT, FO, Solidaires, FSU de Seine-Saint-Denis ont profité de la mobilisation nationale du 9 avril pour dénoncer la gabe-gie du CICE. Lors de leur point de presse matinal, ils dévoilaient

ces chiffres: 100 millions d'euros, pour la seule année 2013, ont été donnés aux entreprises de la Seine-Saint-Denis. Résultat: 160 000 privés d'emploi et un taux de chômage en hausse continue. Dans leur adresse unitaire au préfet du dé-

partement, ils réclament, pour la deuxième fois en cinq mois, le détail des sommes allouées aux entreprises de la Seine-Saint-Denis en 2014. Et la fin du «secret» qui entoure le dispositif de distribution des aides publiques aux entreprises.

dévoquée du CICE. Et surtout, pour les alerter sur les pratiques de détournement de l'argent public à des fins contraires à l'objectif de relance de l'activité. L'objectif officiel du gouvernement. Ces ministères intervenaient alors auprès de la Direccte pour l'enjoindre de porter « la plus grande attention au dossier RLD ».

Avant et après les élections

Surfant sur cette vague d'indignation publique, les salariés de la blanchisserie gagnaient leur première victoire: le PSE soumis par la direction de RLD à la Direccte n'a pu être homologué. D'où la renaissance d'un espoir, pour les salariés, de parvenir à contrarier, sinon empêcher, la stratégie de pillage orchestrée par leur direction. Mais ça, c'était avant... les élections de mars.

Après les élections, la vie reprenait son cours habituel. Où les scandales scandalisent moins; où les pillages paraissent tolérables; où les emplois d'hier font le chômage de masse d'aujourd'hui et de demain, et tournez manège!

Reste que, depuis le déclenchement de la lutte et conformément aux anticipations de la fédération du textile CGT, qui suit ce dossier, d'autres sites parmi les 27 que compte RLD sont à leur tour menacés de fermeture. « Nous suspectons la formation d'un monopole de la blanchisserie industrielle, où le deuxième acteur, RLD, risque d'être cédé au leader Elis », s'inquiète Jean-Pierre Bloche. En lien avec la fédération du textile, il vient de constituer une coordination syndicale nationale pour informer les salariés du groupe, avec l'espoir de les mettre en mouvement.

L'absence de contrôle des aides

Maurad Rabhi, secrétaire de la FTHC-CGT, n'exclut pas un nouveau recours en justice fondé sur le motif d'une potentielle « distorsion de concurrence ». « De

la même manière que nous avons dénoncé le premier PSE pour manquement aux obligations de reclassement, nous saisirons tous les leviers d'action concrètes pour empêcher la casse de l'emploi ». Quant au volet « aides publiques détournées », le secrétaire se veut plus pragmatique: « Oui, c'est un scandale parce que oui, il s'agit bien de notre argent et oui, nous assistons bien depuis 2012 à une accélération de la formation d'un marché de la captation de l'argent public, où les seuls emplois créés sont ceux de conseillers fiscaux spécialisés dans le CICE et le CIR** ».

Sauf que, pour lui, le problème, ce ne sont pas les aides aux entreprises, mais bien l'absence de contrôle de leur utilisation, ainsi que la CGT n'a eu cesse de le dénoncer. Une évidence pour le responsable syndical: se scandaliser ne réglera

rien à l'affaire. Qui suppose une mobilisation massive du public pour gagner trois conditions essentielles à l'octroi des aides: des contreparties en amont, de l'efficacité en aval, et du contrôle permanent de l'usage qui est fait du denier public. « L'enjeu n'est pas de mettre fin au principe des aides aux entreprises, mais de modifier les règles de leur octroi, telles qu'elles ont été fixées par le législateur », souligne-t-il. Ce qu'il préconise est donc de poursuivre la dénonciation, mais avec en tête cet objectif: mettre en accusation le rôle du législateur au service de la finance. « Nous ferions alors la démonstration que le monde peut effectivement tourner autrement, avec ou sans aides publiques ». ■ **Nathalie Carmeni**

1. Crédit d'impôt compétitivité emploi.
2. Crédit d'impôt recherche.

MITRYCHEM

L'argent public au service de la désindustrialisation

Bien que liquidée, MitryChem risque de demeurer un symbole de la vaste entreprise de détournement de nos finances publiques.

En Seine-et-Marne, une autre entreprise industrielle, MitryChem (producteur du Spasfon), a vécu ses dernières heures, programmées par les dirigeants de l'entreprise depuis 2012. Rappelons quelques faits marquants: ce laboratoire pharmaceutique a bénéficié des aides publiques mises en place en 2012, précisément, par le nouveau gouvernement pour « stimuler la reprise de l'activité économique, favoriser l'investissement dans l'appareil productif et relancer l'emploi »

en France. Chez MitryChem, cette savante machinerie a donné lieu à de juteuses recettes: 514 000 euros en 2012 puis 609 000 euros en 2013 au titre du crédit impôt recherche (CIR). En 2013, MitryChem capte 30 000 euros au titre du crédit impôt compétitivité emploi (CICE), 11 604 euros de dégrèvement pour effort de construction et 159 025 euros de dégrèvement de cotisation foncière des entreprises. Cerise sur les niches fiscales, elle obtient 700 000 euros d'agrément « Jeune entreprise innovante » fin 2014. Alors même qu'elle accuse des difficultés financières résultant d'une stratégie de cessions, fusions, acquisitions en cascade. N'omettons pas non plus de

Au revoir Éric, bonjour Sonia!



BAFOUSHOO

Sonia Porot est la nouvelle secrétaire de l'union départementale CGT des Yvelines. Ce mandat – une première à ce niveau de responsabilités –, c'est son prédécesseur qui le lui a proposé. Avant de cheminer vers la retraite en compagnie de l'âne Hector, Éric Prévost aura honoré jusqu'à l'ultime

son idée des exigences du syndicalisme CGT: remettre entre de bonnes mains militantes les clés de la maison syndicale.

Malgré son jeune âge – 35 ans au compteur – Sonia n'est pas une novice. C'est au lycée que l'adolescente fait ses premières armes: « L'arrivée du FN à Toulon

m'a décidée à passer à l'action. » De cette précocité et « conscience de classe », Sonia Porot va tirer des leçons de vie. La plus importante choisir, c'est renoncer. À ses études, d'abord, qu'elle interrompt soudainement: « J'militais dans les collectifs de précaires et de mal-logés et c'était bien plus intéressant.